

## APPEL POUR LE RESPECT DE LA LIBERTÉ ET DE L'INDÉPENDANCE DE LA PRESSE EN EUROPE

Paris, 6 décembre 2019

L'Association des journalistes européens (AEJ)  
Reporters sans frontières (RSF)  
La Fédération européenne des journalistes (FEJ)  
European Centre for Press and Media Freedom (ECPMF)  
South East Europe Media Organisation (SEEMO)

Réunis à Paris ce 6 décembre,

Constatent que, si les journalistes européens jouissent d'une situation globalement privilégiée par rapport à de nombreuses autres régions du monde, l'Europe ne constitue plus une zone complètement sûre pour la profession et pour la liberté de la presse, et qu'elle est au contraire la partie du monde où celle-ci se dégrade le plus ces dernières années.

L'érosion du "modèle européen" telle qu'évoquée par Reporters sans frontières (RSF) dans son dernier rapport sur la liberté de la presse dans le monde a vu les journalistes devenir la cible d'attaques de plus en plus virulentes, voire violentes, de la part des responsables politiques. Utilisant les réseaux sociaux pour contourner le relais parfois critique que constituent les journalistes professionnels, ils n'hésitent plus à désigner la presse comme un adversaire à part entière, et appellent leurs partisans à s'en prendre aux médias réputés hostiles et à leurs journalistes, lorsqu'ils n'entravent pas leur activité au travers du harcèlement judiciaire. Un phénomène d'autant plus évident que les sociétés tendent à se polariser, rendant le débat public de plus en plus tendu.

Ces cinq dernières années, l'AEJ, la FEJ, RSF et les onze autres organisations partenaires de la Plateforme du Conseil de l'Europe pour la Protection du Journalisme ont relevé, dans les pays membres de l'Union européenne, 256 violations graves de la liberté de la presse, dont 60 cas d'atteinte à l'intégrité physique des journalistes (y compris 14 assassinats de journalistes, en France, en Pologne, au Danemark, au Royaume-Uni, en Bulgarie, en Slovaquie, à Malte). Sur ces 256 violations de la liberté de la presse au sein de l'Union européenne, les autorités publiques étaient la source directe de la menace dans 57% des cas.

A cela s'ajoutent les entorses à l'Etat de droit dans plusieurs pays membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe. Celles-ci affaiblissent le cadre démocratique indispensable pour l'existence d'une presse libre et indépendante, et, en s'attaquant également à l'audiovisuel public, l'empêchent de jouer pleinement son rôle essentiel notamment en période électorale. Si l'Etat de droit n'est pas respecté, la presse et la justice sont à la merci des politiques.

Enfin, nous souhaitons souligner la défiance croissante vis-à-vis des élites dont les journalistes font supposément partie, les mesures restrictives des libertés individuelles et de la liberté de la presse adoptées par les gouvernements sous couvert de lutte contre le terrorisme, et les difficultés économiques liées à la crise du secteur de la presse.

Dans ce contexte, et alors que la presse est prise à partie, la crédibilité des journalistes est mise à mal, le soutien de l'opinion publique vacille, et un sentiment d'impunité s'installe chez ceux qui font l'objet d'enquêtes journalistiques.

Aux menaces et aux insultes des dirigeants politiques s'ajoutent l'ingérence du pouvoir en place et les agressions des organisations criminelles qui opèrent en Europe et qui visent en particulier les journalistes d'investigation. Outre les cas retentissants de Daphne Caruana Galizia et de Ján Kuciak, les attaques physiques et les menaces de mort des groupes mafieux et autres organisations criminelles contre des journalistes sont fréquentes dans plusieurs pays.

Si nous saluons les efforts menés jusqu'à présent par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe en matière de respect de l'Etat de droit et de liberté de la presse, nous estimons que cela ne suffit pas à garantir un environnement sain et sûr pour que cette liberté puisse pleinement s'exercer. Pour cela, nous demandons aux responsables politiques des pays européens, et aux institutions de l'Union européenne :

- De s'attaquer au harcèlement judiciaire et aux "procédures bâillon" ("SLAPP, strategic lawsuit against public participation) en adoptant des mesures législatives qui protègent effectivement les journalistes contre ces procédures, qui n'ont pour seul but que de limiter leur liberté d'expression, et en assurant un environnement favorable et sûr dans lequel les journalistes puissent travailler ;

- De mettre fin à l'application de sanctions pénales exorbitantes, notamment des peines de prison, dans les procès en diffamation dans tous les Etats européens ;
- De veiller à ce que les mesures de protection de la liberté et du pluralisme de la presse soient effectivement appliquées par l'Union européenne, également vis-à-vis des pays candidats à l'adhésion, en attribuant expressément ces compétences à un membre de la Commission européenne ;
- De veiller au pluralisme et à l'indépendance de l'audiovisuel public afin qu'il puisse jouer pleinement son rôle d'information au service des citoyens de manière inclusive et pluraliste, en mettant en place des garde-fous efficaces contre les interférences politiques, notamment en ce qui concerne les nominations à des postes éditoriaux ;
- De créer un mécanisme efficace d'alerte rapide contre toute violation de la liberté de la presse sur le modèle de la "Plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes" du Conseil de l'Europe ;
- De garantir l'intégrité de l'espace public face à la diffusion des fausses informations, tout en préservant pleinement la liberté d'informer et la liberté d'expression
- D'imposer des garanties démocratiques dans l'espace numérique de la communication et de l'information, pour assurer que la liberté d'opinion et d'expression soit effective, ainsi que le promet l'initiative "Information & Démocratie" lancée par Reporters sans frontières.
- De soutenir la "Journalism Trust Initiative", également lancée par RSF, qui vise à favoriser la liberté, l'indépendance, le pluralisme et la fiabilité de l'information, ainsi que les autres initiatives et projets semblables émanant des autres organisations reconnues par la communauté journalistique
- De mettre en place dès la fin de l'enseignement primaire et dans le cycle secondaire des programmes d'éducation aux médias et à l'information ;
- Que le Parlement européen examine périodiquement le respect de la liberté de la presse dans tous les Etats-membres de l'UE, ainsi que dans les Etats candidats à l'adhésion, en particulier pendant les campagnes électorales ;
- D'élargir les pouvoirs du médiateur européen pour qu'il puisse vérifier le respect de la Charte européenne des droits fondamentaux non-seulement par les institutions européennes mais aussi par tous ses Etats-membres ;
- Que les pays membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe mettent en œuvre sans tarder la Recommandation 2016/4 du Comité des Ministres des Etats membres du Conseil de l'Europe « sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et autres acteurs des médias ;
- Que les pays membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe fassent en sorte que les Nations Unies : 1. adoptent la "Convention internationale pour la sécurité et l'indépendance des journalistes et des autres professionnels des médias" proposée par la Fédération Internationale des Journalistes, afin que les crimes et les agressions contre les journalistes dans le monde entier ne restent plus impunis, et 2. créent le mandat de représentant spécial du Secrétaire Général des

nations unies pour la sécurité des journalistes réclamé par une coalition de plus de 100 organisations et médias.

Une presse libre et indépendante est la meilleure garante du bon fonctionnement des institutions démocratiques, et un rempart contre les dérives autoritaires et les manipulations de l'opinion publique. Il est de l'intérêt de tous qu'elle le demeure et du devoir des autorités de faire en sorte que ce soit le cas.

---

# CALL FOR RESPECT FOR PRESS FREEDOM AND JOURNALISTIC INDEPENDENCE IN EUROPE

Paris, 6 December 2019

Association of European Journalists  
Reporters Without Borders  
European Federation of Journalists  
European Centre for Press and Media Freedom  
South East Europe Media Organisation

Meeting in Paris, this 6 December,

We note that, while European journalists enjoy a generally privileged situation compared to many other regions of the world, Europe is no longer a completely safe place for the profession and for press freedom. Indeed we observe that Europe is the part of the world where press freedom has deteriorated the most in recent years.

With the erosion of the "European model", as mentioned by Reporters Without Borders (RSF) in its latest report on press freedom around the world, journalists have become the target of increasingly virulent, even violent, attacks by political leaders. Using social networks to bypass the sometimes critical mediation of professional journalists, politicians no longer hesitate to designate the press as an outright adversary. They call on their supporters to attack news organisations reputed to be hostile, and obstruct the work of journalists through judicial harassment. This phenomenon is all the more obvious given the current trend of societies towards polarization, which is making public debate increasingly fraught.

Over the past five years, the AEJ, the EFJ, RSF and the eleven other partner organisations of the Council of Europe Platform for the Protection of Journalism have

reported 256 serious violations of press freedom in the member states of the European Union, including 60 cases of violations of the physical integrity of journalists (including 14 murders of journalists in France, Poland, Denmark, the United Kingdom, Bulgaria, Slovakia and Malta). Of these 256 press freedom violations in the EU, public authorities were the direct source of the threat in 57% of cases.

In addition, there have been breaches of the rule of law in several member states of the European Union and the Council of Europe. These weaken the democratic framework essential for the existence of a free and independent press and, by also attacking public broadcasting, prevent it from playing its essential role fully, particularly during elections. If the rule of law is not respected, the press and the judiciary are at the mercy of politicians.

To this can be added the growing mistrust of elites, supposedly including journalists, as well as measures restricting individual freedoms and press freedom adopted by governments under the guise of combating terrorism, and economic difficulties linked to the crisis in the media sector.

Against this background, with the press under attack, the credibility of journalists is undermined, public support falters, and a sense of impunity sets in among those who are the subject of investigative journalism.

In addition to the threats and insults of political leaders, we see interference by state authorities and attacks by criminal organisations operating in Europe, which target investigative journalists in particular. In addition to the high-profile cases of Daphne Caruana Galizia and Ján Kuciak, physical attacks and death threats by mafia groups against journalists are frequent in several countries.

While we welcome the efforts made so far by the European Union and the Council of Europe to respect the rule of law and freedom of the press, we believe that this is not enough to guarantee a healthy and safe environment for this freedom to be fully exercised. For this reason we ask Europe's political leaders, and the institutions of the European Union:

- To address judicial harassment and "gag procedures" (SLAPPs, strategic lawsuits against public participation) by adopting legislative measures that afford effective protection to journalists against such practices, whose sole purpose is to limit journalists' freedom of expression, and by ensuring a favourable and safe environment in which journalists can work;
- To put an end to the application of exorbitant criminal sanctions, including prison sentences, in defamation proceedings in all European states;

- To ensure that measures to protect press freedom and pluralism are implemented effectively by the European Union, by expressly assigning this competency to a member of the European Commission;
- To ensure the pluralism and independence of public-service broadcasting so that it can fully play its public-service role of informing citizens in an inclusive and pluralistic manner, by putting in place effective safeguards against political interference, in particular with regard to appointments to editorial posts;
- To create an effective early warning mechanism against any violation of press freedom along the lines of the Council of Europe's "Platform to strengthen the protection of journalism and the safety of journalists";
- To guarantee the integrity of the public space against the spread of false news, while fully preserving freedom of information and freedom of speech;
- Impose democratic guarantees in the digital space so as to guarantee freedom of opinion and expression, as promoted by the "Information & Democracy" initiative launched by Reporters Without Borders;
- To support the Journalism Trust Initiative, also launched by RSF, which aims to promote freedom, independence, pluralism and reliability of information, as well as other similar initiatives and projects from other organisations recognised by the journalism community;
- To set up educational programmes on media and news in late primary, and secondary, education;
- That the European Parliament periodically assess respect for press freedom in all EU member states and candidates for membership, particularly during election campaigns;
- To extend the powers of the European Ombudsman so that this office may verify compliance with the European Charter of Fundamental Rights not only by the European institutions but also by all its member states;
- That the member countries of the European Union and the Council of Europe implement without delay Recommendation 2016/4 of the Committee of Ministers of the Council of Europe "on the protection of journalism and the safety of journalists and other media actors";
- That the member countries of the European Union and the Council of Europe ensure that the United Nations: 1. adopt the "International Convention on the Safety and Independence of Journalists and Other Media Professionals" proposed by the International Federation of Journalists, so that crimes and attacks against journalists worldwide no longer go unpunished, and 2. create the mandate of the UN Secretary-General's Special Representative for the Safety of Journalists, called for by a coalition of more than 100 organisations and media.

A free and independent press is the best guarantee for the proper functioning of democratic institutions, and a bulwark against authoritarian abuses and manipulation

of public opinion. It is in everyone's interest that the press remains this way, and the duty of public authorities to ensure it.